Cerisé : finances de la commune

Commune · Orne (61) · 868 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Cerisé affichait un encours de dette de 321 k€, soit 370 € par habitant, une épargne brute égale à 36,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,3 ans.

Dette par habitant
370 €
321 k€ au total

Capacité de désendettement
1,3 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
36,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
502 € / hab.
436 k€ au total

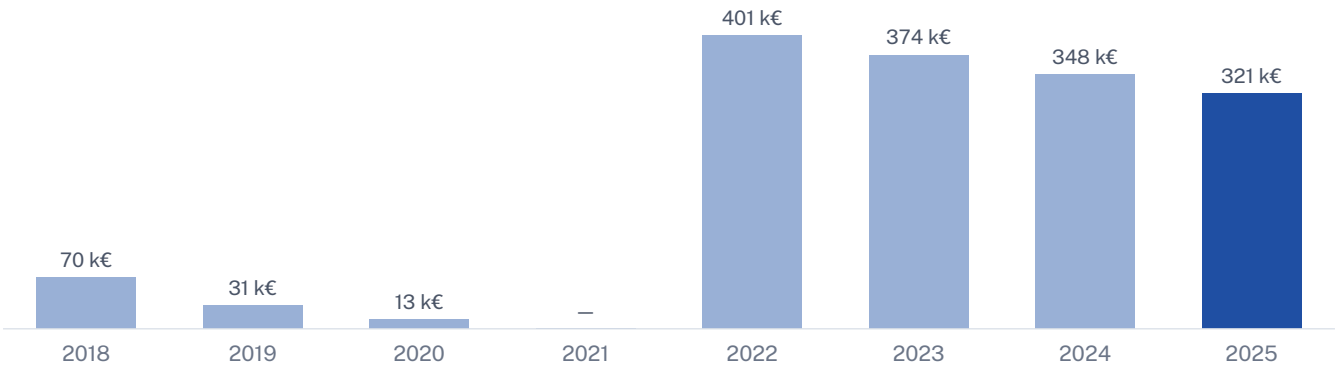
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	502 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	46,3 %	233 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	36,5 %	289 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	370 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	281 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	333 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 70 k€ en 2018 à 321 k€ en 2025 (+360,8 %). Valeur la plus haute : 401 k€ en 2022 ; la plus basse : 0 € en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	70 k€	30,1 %	0,4 ans	156 k€
2019	31 k€	31,5 %	0,2 ans	19 k€
2020	13 k€	35 %	0,1 ans	43 k€
2021	0 €	28,2 %	0 ans	52 k€
2022	401 k€	35,6 %	2 ans	271 k€
2023	374 k€	37 %	1,7 ans	400 k€
2024	348 k€	38,3 %	1,4 ans	104 k€
2025	321 k€	36,5 %	1,3 ans	244 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Cerisé	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	370 €	572 €	−35,3 %
Impôts locaux par habitant	333 €	520 €	−36 %
Frais de personnel par habitant	233 €	407 €	−42,9 %
Investissement par habitant	281 €	260 €	+8,2 %
Taux d'épargne brute	36,5 %	18,3 %	
Capacité de désendettement	1,3 ans	2,2 ans	

Jumelles : Alligny-Cosne (58), Saint-Papoul (11), Bonnac (09), Autignac (34), Moulins-sur-Tardoire (16), Cohade (43), Talasani (2B), Berrias-et-Casteljau (07), Saint-Fortunat-sur-Eyrieux (07), Cassagnes-Bégonhès (12). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	883	868	−1,7 %	−3,5 %
Dette par habitant	36 €	370 €	+939,5 %	−21,1 %
Impôts locaux par habitant	353 €	333 €	−5,7 %	+34,6 %
Frais de personnel par habitant	224 €	233 €	+4 %	+19,4 %
Taux d'épargne brute	31,5 %	36,5 %	+5 points	−2,3 points
Capacité de désendettement	0,2 ans	1,3 ans	+1,1 an	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 264 €		1 108 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Cerisé	Comparaison
Habitants (2023)	844	+11,1 % depuis 2012 (département : −5,1 %)
65 ans ou plus (2023)	25,1 %	département : 27,7 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	4,7 pour 100 habitants	département : 4,7
Salariés du secteur privé (2025)	1 683	+6,3 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	96	−20,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	99,4	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

300 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 800 emplois, soit 262 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	4,2 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	5 %	7,4 %	6,6 %	0,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,6 %	9,6 %	20,1 %	3,5 %
Professions intermédiaires	30,5 %	22,4 %	26,4 %	20,8 %
Employés	31,5 %	27,1 %	26,1 %	23 %
Ouvriers	26,5 %	29,3 %	19,5 %	52,1 %

Professions les plus exercées par les habitants : Normandie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	26 480	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	21 110	1,6 %
Conducteurs de poids lourds	21 010	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	20 430	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	20 390	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	20 300	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	19 780	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	18 550	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	16 690	1,2 %
Assistants maternels agréés	16 470	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	15 910	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	15 760	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Orne (61)) : 7 002 au moins, dont 51,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	522	67,2 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	426	84,5 %
Agriculteurs	282	42,9 %
Aides-soignants	268	57,5 %
Infirmiers et sages-femmes	268	92,2 %
Agents d'entretien de locaux	250	52 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	247	33,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	227	34,4 %
Eleveurs	213	39,4 %
Employés de libre service	202	14,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Cerisé
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	401 k€ pour 10 projets
Par habitant	462 € (communes de même taille : 210 € ; département : 154 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	32,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Creation parc de loisirs	140 000 €
2024	DETR	Isolation groupe scolaire: changement des huisseries et des chaudieres	28 500 €
2024	DETR	travaux d'economies d'energie des batiments publics a l'ecole, mairie, salle des Pommiers en equipement eclairage LED	22 614 €
2023	DETR	TRAVAUX DE SECURISATION DE VOIRIE - LIAISON "RUE DE BEL AIR, CITY STADE, SALLE DES POMMIERS"	14 701 €
2023	DETR	TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE ET ECONOMIE D'ENERGIE DU BATIMENT GROUPE SCOLAIRE (ISOLATION)	12 041 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.